Le centenaire de Clemenceau

La « France libre » a marqué de quelques panégyriques discrets le centenaire de la naissance du Tigre. Temps difficile pour une telle célébration. Le climat n'y était pas. Dans une époque d'anglophobie et d'acquiècsement inconditionnel aux volontés d'un Führer, la figure du Tigre aurait à souffrir d'un éclairage trop cru.

Le personnage connut des fortunes contradictoires. Lui-même ne recula pas un jour à proclamer son gouvernement comme celui de l'incohérence. Une longévité politique extraordinaire lui aura permis les retournements et les sautes les plus imprévus. On le vit à 67 ans, alors qu'il mettait pour la première fois le pied dans la galère gouvernementale, parjurer avec un brio cynique les affirmations de toute sa vie. Il n'était plus du même côté de la barricade, ainsi qu'il disait. Encore individualiste libertaire l'avant-veille — réélu sénateur en 1903, il avait prononcé lors de son intronisation un des plus violents réquisitoires contre l'Etat-Moloch, qui se soient jamais entendus d'une tribune parlementaire —, il se démontra au pouvoir Jacobin de la pire espèce. Il fit mitrailler, les ouvriers en grève, d'une façon qui ne s'était encore jamais vue. Il descendit même jusqu'à des relations personnelles et directes avec un provocateur de bas étage comme Métivier.

Dans une vie pareillement tissée de contradictions, deux constantes se relèvent tant bien que mal : une hostilité farouchs aux gens de l'Eglise, et une grande défiance de la Haute-Armée. Il est à coup sûr un des rares hommes de la Troisième République, qui aient su quelquefois parler net aux militaires. A aucun moment, il a témoigné de la moindre illusion sur ceux qu'au temps de l'Affaire Dreyfus, il traitait couramment de « céphalopodes empanachés ». Au soir de sa vie, il déboulonne avec une joie féroce, dans *Servitudes et grandeurs d'une victoire,* la fausse gloire de Foch.

Sous le rapport de l'argent, l'homme n'était pas pur. Frais émolu de sa Vendée natale, il était venu à Paris avec des appétits tels qu'on en voit aux jeunes conquérants des romans de Balzac, les Rubempré et les Rastignac. La nécessité de faire grande figure, et rapidement, l'avait mis sous la coupe de Cornelius Herz, un aventurier de la grande espèce, auprès duquel des gens comme Bolo Pacha ou Stavisky fussent apparus comme des comparses de seconde zone. Cornelius compromis dans l'affaire du Panama, Clemenceau, en dépit d'une audace qui n'était pas mince, ne put

faire que le scandale ne ricochât jusqu'à lui. Conjointement ou presque, des accusations d'être à la solde de l'Angleterre étaient lancées à son égard. Ses campagnes contre Jules Ferry, ardent colonisateur et comme tel en compétition constante avec le cabinet de Londres, avaient donné corps à la rumeur. Le bruit connaîtra des regains plus tard, au moment du traité de Versailles, quand un clan impérialiste français jugera que le Tigre laisse par trop le partenaire britannique tirer la couverture à soi

C'est à l'école du malheur que Clemenceau va s'élever au dessus de lui même. L'homme jusqu'alors n'a guère élargi sa perspective au delà d'un radicalisme étriqué et sans flamme. Il va devenir l'écrivain de la *Mêlée sociale* et du *Grand Pan*. On le verra s'émouvoir au sort de Vaillant et d'Emile Henry, et de tous les persécutés de ce temps là. L'affaire Dreyfus achèvera de nous le découvrir tout à fait libertaire. A l'*Aurore* dreyfusarde, avec une verve cinglante, il dépiautera chaque matin Armée et Magistrature. C'est dans le Clemenceau de cette période que les anarchistes peuvent encore butiner profitablement.

En politique extérieure, il ne semble pas qu'il ait eu jamais des desseins précis, si l'on veut bien ne pas tenir pour une vue politique sérieuse, sa hargne permanente à l'endroit des Allemands. Il disait les « Boches » comme l'épicier du coin, et racontait sur eux des histoires horrifiantes, du genre concierge. C'est par son souci de ne par disperser l'armée dans des opérations centrifuges qu'il justifiait son anticolonialisme. Celui ci était d'ailleurs uniquement une plateforme d'opposition, comme il s'avéra quand il fut au pouvoir. Sous son premier proconsulat, le Maroc fut le théâtre d'insignes boucheries, qui laissaient loin derrière elles les exploits d'Indochine et de Madagascar, autrefois vertement flétris par le pamphlétaire de l'*Aurore* et de la *Justice*.

La question s'est posée de savoir si les événements eussent pris tournure différente, s'il avait été aux affaires dans les jours récemment traversés par la France. Le souvenir de sa dictature de guerre laissait supposer qu'il eût pu changer la face. Selon nous, c'est singulièrement méconnaître les conditions exactes de la mécanique politique française, que de s'arrêter à une telle hypothèse. Encore que mieux râblé qu'un Daladier ou un Paul Reynaud, le Tigre eût été plié aussi facilement que ceux-ci à la volonté des véritables maîtres. D'ailleurs sous son apparente désinvolture, Clemenceau ne se méprit jamais sur les limites exactes de sa toute puissance.

Ce n'est par hasard que son frère Paul était ingénieur-conseil chez de Schneider du Creusot. Ses façons de satrape mongol étaient à l'usage exclusif des muets du sérail parlementaire. Le ton n'était plus de mise avec les oligarques de la Banque et de l'Industrie. Quand les intérêts essentiels de ceux-ci étaient en jeu, le Tigre n'avait qu'à s'incliner. Un seul exemple : celui des emprunts russes. Il avait consacré une littérature copieuse au sujet, qualifié par lui d'escroquerie, à laquelle la plus élémentaire décence gouvernementale interdisait de consentir. Il était président du Conseil, depuis huit jours, qu'un nouvel emprunt était émis. Ces Messieurs du Crédit Lyonnais avaient parlé. Devant eux, le Tigre n'était plus qu'une vulgaire carpette.

En 1917, les intérêts français et anglais coïncidant étroitement, Clemenceau se trouva l'homme de la situation. Toute licence lui fut laissée contre le « défaitisme » et le clan dit des « Ya », dont Caillaux était réputé le chef. Il put machiner tout à son aise des procès monstres, au cours desquels une magistrature à tout faire, et qu'il connaissait bien comme telle, put accumuler les infamies et les dénis de justice. Mais pour peu que la chance eût tourné et qu'il eût fallu traiter avec une Allemagne victorieuse, le Tigre eût été balayé en vingt-quatre heures, déclaré jusqu'auboutiste insensé, criminel, etc...., et une tragédie inverse se serait jouée, probablement sous l'égide de Caillaux, proclamé l'homme indispensable par les mêmes exactement qui venaient de mettre Clemenceau au pinâcle ! A.

GLANES CLFMENCISTES. De la revue *Le Bloc*.

✿ Je lis dans les journaux que les juges ont rendu la justice. Où l'avaient-ils trouvée ?

✿ En temps de guerre, la justice sommaire n'est qu'une des mille formes de la force brutale déchaînée.

✿ On a eu l'idée de remplacer la tyrannie d'un seul par la tyrannie anonyme de plusieurs. Le bénéfice n'en est pas éclatant. Contre le simple citoyen sans autre appui que son droit à la vie, les gouvernants de toute dénomination, des plus modérés aux plus révolutionnaires, ont toujours fini par conclure un accord profitable : nous en avons présentement un bel exemple sous les yeux.

✿ Ce n'est pas même la liberté que de changer souvent de maître, car le poids de l'homme sur l'homme demeure inchangé Pas plus que ce n'est la justice d'être lésé dans sa personne « au nom du peuple souverain » au lieu du « roi par la grâce de Dieu ».

Vous avez parlé au peuple du droit et maintenant il veut tout son droit. Au nom de quelle autorité, au nom de qui direz-vous : non ?

S'il n'y a de véritable patrie que la patrie des propriétaires fonciers, les simples locataires qui n'ont à revendiquer que la patrie volage et légère peuvent, sans inconvénient, se désintéresser d'un territoire qui ne leur est rien. (*Echo de Paris,* 1897.)

Du journal *L'Aurore :*

Qui est-ce qui supporte la machine sociale ? Ne serait-ce pas la foule, chair à canon, chair à goupillon, chair à sentence ou chair à dividende ? Question que je pose. (24 décembre 1897.)

L'obéissance de machine vivante, obtenue par la crainte du Conseil de guerre et de la fusillade qui est au bout, peut faire des esclaves ou des révoltés, non des hommes.

Qu'ils s'appellent du nom qui leur plaît, les soldats sont des créatures de servitude. Il n'y a dans leur bouche qu'un argument naturel : le cri de mort. (6 janvier 1898.)

Pour le patriotisme, il faut un patrie : il n'y a pas de patrie sans justice, il n'y a pas de patrie sans droit.

Après tout les anarchistes ont raison ; les pauvres n'ont pas de patrie. (17 janvier 1898.)

Quand le droit d'un seul est lésé, c'est le droit de tous qui est menacé. (27 janvier 1898.)

Que dire des juges ? Ils font leur métier qui n'est pas beau. (26 août 1898.)

Les militaires professionnels ne sont pas tenus de raisonner. Leur métier même leur fait un crime de cette faculté naturelle. (28 décembre 1898.)

De *La Mêlée sociale :*

Quand on est sous la griffe du chat-fourré, on ne s'en tire pas à si bon compte.

Dans le siècle où nous sommes, il n'est pas une institution, pas une idée qui ne doive être en état d'affronter la critique, toute la critique.

Quand le misérable réclame, on le cogne ; quand il se tait, on l'oublie.

Je continuerai, quoi qu'il arrive, à mettre les hommes qui conforment leur conduite à leur opinion au dessus de ceux qui ne le font pas.

Henri Robert

Un nouveau deuil vient de nous frapper avec la mort survenue le 1er octobre, à Neuchâtel, d'Henri Robert, qui, avec sa nombreuse famille, fut toujours à nos côtés dans le bon combat pour l'émancipation intégrale. Nous donnons ci-après les paroles prononcées par le camarade Bertoni au moment de l'incinération :

Une coutume touchante veut qu'on s'entretienne une dernière fois autour des morts qui nous sont particulièrement chers ayant voué toute leur vie à propager, défendre et aider les aspirations, les idées, les buts qui restent les nôtres. Or, nous rendons ici un dernier hommage à Henri Robert, un vétéran, l'un des derniers survivants de la Première Internationale, de cette Fédération Jurassienne qui a laissé une trace profonde dans l'histoire des doctrines socialistes et libertaires. Son nom se retrouve parmi les délégués au huitième Congrès général de l'Internationale, tenu à Berne du 26 au 29 octobre 1876. Cela nous reporte à soixante-cinq ans en arrière, et sans doute Henri Robert à ce moment-là devait déjà s'intéresser depuis un certain temps aux luttes pour l'émancipation ouvrière, s'il a été choisi pour représenter la Section de langue française de Neuchâtel. Etaient délégués avec lui Malatesta, Cafiero, Pindy, James Guillaume, Henri Soguel, Alcide Dubois, Auguste Spichiger, Jacques Gross, Dumartheray, tous des disparus demeurés fidèles à leurs principes et qui demeurent vivants dans notre mémoire. N'oublions pas Auguste Reinsdorf, délégué du *Sozialdemokratischer Verein* de Berne qui, expulsé de Suisse, fut décapité le 7 février 1885, à la suite de l'attentat de Niederwald.

L'époque que j'ai ainsi à évoquer devant ce cercueil, fut une grande époque de lutte de principes et de doctrines, à laquelle les nôtres, ceux ayant embrassé l'idéal libertaire, participèrent avec un entier désintéressement, se donnant sans rien attendre en retour, continuant à vivre simplement de leur métier ou profession, sans briguer ni places ni honneurs. Le point de vue qu'ils faisaient valoir a-t-il été confirmé ou infirmé par les événements, par les suites de la tactique parlementaire et légalitaire qu'ils avaient prévues et dénoncées avec tant de vigueur ? La réponse ne saurait être douteuse et bien des pages de cette époque, dues aux nôtres et que nous pourrions citer, sont prophétiques.

D'aucuns nous disent : A quoi bon revenir à de vieilles histoires? La réponse est facile : Afin que l'expérience du passé ne soit pas entièrement perdue, tout en sachant que chacun s'obstine à faire sa propre expérience. Les partis politiques, les organisations syndicales formés, développés et dirigés pour leur intégration dans l'Etat et la conquête même de cet Etat ont abouti aux plus grandes catastrophes de l'histoire, alors qu'ils se targuaient précisément de leur caractère pratique, de leur souci d'éviter le déchaînement de la violence, de ménager les vies et les biens de l'humanité. Le dilemme se posait pourtant clairement : ou la révolution sachant tirer les conséquences de la grande évolution économique bourgeoise, ou cette évolution même déterminant une crise aiguë, d'où les classes nanties chercheraient à sortir par le césarisme et par la guerre, comme cela s'était déjà vu dans l'histoire.

Devant ce mort, resté fidèle soixante-dix ans à une idée, à une grande idée, c'est celle ci que j'évoque en témoignage de la beauté de sa longue existence. Un correspondant du journal radical de La Chaux-de-Fonds, *Le National suisse*, disait du Congrès que je viens de vous rappeler :

> Bien que je ne nage pas dans les eaux de l'Internationale, j'ai trouvé qu'il s'était dit bien des choses sensées dans cette première réunion, et j'ai fait la réflexion que beaucoup de gens qui se prennent pour des personnes d'esprit, et qui déblatèrent contre les congrès ouvriers sans jamais avoir assisté à aucun d'eux, feraient mieux de s'y rendre, avant d'énoncer leurs jugements téméraires, pour écouter les idées raisonnables qui y sont émises.

Il y a quelques années Henri Robert m'avait remis quelques documeuts se rapportant à la Première Internationale, parmi lesquels une lettre de Bakounine et plusieurs lettres du linguiste tessinois, Carlo Salvioni, qui avait pris la parole aux funérailles de Bakounine. Dans sa vie modeste, plutôt retirée, Henri Robert n'en cessait pas moins de s'intéresser à tout le mouvement social, à toute action directe ouvrière, à toute propagande ou initiative en faveur de la Libre Pensée ou du socialisme libertaire. Déjà âgé, il ne manquait à aucun congrès, réunion, conférence, et donnait toujours généreusement à toute souscription dont il avait connaissance.

Henri Robert fut un ferme libre penseur, et c'est aussi au nom de la Libre Pensée romande que je prends ici la parole. Comme le dit bien Elie Reclus dans son beau livre sur *Les Croyances populaires :*

Les partis se classent ou pourraient se classer suivant leur attitude devant la religion d'Etat, suivant leurs affinités secrètes avec l'action cléricale ou anticléricale. L'affirmation ou la négation de la religion impulse toujours les peuples, les nations et les partis qui les divisent. N'était cette clé du mystère, l'histoire serait une indéchiffrable énigme, la chorée démente, le grand bal à la Salpêtrière.

C'est là une opinion bien différente de celle qui prétend faire une « affaire privée » de la religion, alors qu'elle joue déjà un rôle de premier plan, que l'on estime encore insuffisant, puisque nous entendons invoquer avec insistance les valeurs spirituelles, autant dire un spiritualisme encore plus spéculateur que spéculatif. Il devient de plus en plus nécessaire de défendre la laïcité en présence de ceux qui réclament une Suisse chrétienne, car le christianisme n'étant en rien entravé dans sa propagande et dans ses œuvres, que peut-on bien vouloir encore sinon une action légale et de contrainte contre la liberté de conscience ?

En face de la mort surtout, prétendre en avoir pénétré le mystère — si mystère il y a — est une présomption inadmissible. Nous nous bornons a affirmer que « tout ce qui vit mourra, tout ce qui s'agrège se désagrègera, tout ce qui se développe se décomposera en attendant combinaisons nouvelles ». C'est en quoi il n'y a pas de mystère, étant le fait le mieux connu par toute la science et le plus irréfutable. Et à vrai dire, en y songeant bien, il est difficile de concevoir comment il pourrait en être autrement.

Heureux celui qui, comme Henri Robert, peut durant une longue vie servir indéfectiblement une noble cause de justice et de liberté, contribuer dans la mesure de ses forces à former une humanité nouvelle délivrée de l'ignorance, de la misère et de la violence, envisager le soir de sa vie l'unité de celle-ci et se dire d'avoir œuvré à une bonne tâche, sans jamais se laisser décourager par son immensité même, ni par les déboires, les épreuves et les abandons dont chacun de nous a eu à souffrir.

Henri Robert a été spectateur de trois guerres terribles, entassant des millions de cadavres par un débordement de folie criminelle et propre à ce principe d'autorité religieuse, politique et économique qu'il a combattu avec combien de raison ! « Plus grande est l'autorité des hommes, plus ils en font un mauvais usage », a dit Machiavel, l'un des esprits les plus pénétrants de tous les siècles. Et l'autorité n'est pas pour nous une entité mé-

taphysique, mais la plus triste des réalités, incarnée dans des hommes qui dans la vie de chaque jour l'exercent soi-disant pour notre salut, mais qui nous vaut la pire des perditions.

Nous ne sortirons de l'ère de la violence pour entrer dans celle de la paix que grâce à des hommes qui, comme notre cher disparu, poursuivront le respect de la personnalité humaine, l'entière indépendance de tous et de chacun, avec la fin des préjugés de race, de religion et de nationalité, avec la fin d'une société qui soumettant les uns aux autres, aboutit à dresser les uns contre les autres.

Henri Robert, le bon ouvrier, a rempli toute sa juste tâche ; nous l'en remercions et nous en garderons le souvenir exemplaire.

A sa dévouée et vaillante compagne, à toute sa famille, j'exprime ici la grand part que nous tous, libertaires et libres penseurs, prenons à son deuil.

L'ordre dit nouveau.

En France, sous le régime clérico-fasciste, qui n'est en somme que le fameux « ordre nouveau » dont on nous corne tant les oreilles, il n'est plus permis de travailler, de remplir une fonction publique, de s'associer, de parler, de manifester, d'écrire et d'imprimer qu'à la gloire d'un élu de la Providence et de tout ce qu'il lui plaît d'ordonner. Ce qui est contraire non seulement à une activité officielle proprement dite, mais à l'esprit d'une « révolution nationale » — qui n'est en réalité qu'une tentative de restauration moyenageuse — est frappé. Les choses pas plus que les hommes n'échappent à cette proscription.

L'ordre nouveau n'a été inspiré, de l'aveu même de ceux qu'ils préconisent, que par le fascisme, le nazisme et le coup d'Etat clérical en Autriche, fini d'ailleurs misérablement. Ajoutons y pour la bonne mesure la dictature de Franco, appuyée par la bourgeoisie unanime. Qu'en est-il sorti sinon la misère d'abord et le pire des fléaux, la guerre ensuite ? Le Conseil fédéral suisse n'a-t-il pas déclaré que si autrefois les visées annexionistes étrangères n'avaient guère d'importance, elles sont aujourd'hui d'une particulière gravité ? Il n'y a ainsi pas de pire menace pour le monde entier que l'ordre nouveau ! Cet ordre n'est à vrai dire plus nouveau du tout, puisqu'il sévit depuis une vingtaine d'années sous nos yeux et a gagné presque toute l'Europe. Personne ne devrait donc plus en être dupe.

Che fare?

Che fare? E' la domanda che molti si fanno e ci fanno. La risposta non è facile per noi, perchè può variare da individuo ad individuo, da località a località, da regime a regime. Inoltre, è questione di coraggio e non c'è più nulla da consigliare a chi si lascia guadagnare dalla paura. E Malatesta ci diceva che forse la paura non è che un male fisico come un altro, che non si può rimproverare più del mal di stomaco, il che non toglie che possa essere e in realtà sia causa dei peggiori guai. Cerchiamo tuttavia di dare una risposta generica, che possa, almeno in parte, convenire a tutti come regola di condotta.

Anzitutto, lo ripetiamo: Non mollare! E con ciò intendiamo che quel tanto che si faceva già va continuato nella maggior misura del possibile. Comprendiamo le difficoltà, i rischi, le minaccie; pur tuttavia crediamo che conformarsi in tutto a certi decreti eccezionali, sia quasi un valorizzarli e giustificarli. Passi il sottomettersi ad una legge comune, che fissa in parte regole necessarie al vivere sociale, le quali sarebbero da noi rispettate, anche se non fossero codificate. Ma sottometterci interamente a misure eccezionali, con le quali ci si mette, per così dire, fuori del consorzio civile come lebbrosi, è umiliante, provocante e rivoltante. Qual'altra risposta dare, se non appunto quella di continuare le proprie attività al pari di qualsiasi cittadino, comprendendo in queste attività quelle per la diffusione, la difesa, la realizzazione delle proprie idee? Perchè, insomma, o noi violiamo la legge comune, e ci si può condannare in base ad essa, o non la violiamo, e allora perchè metterci fuori del diritto comune? Siamo in tempo di guerra e le restrizioni per tutti sono già troppe, senza aggiungerne delle particolari per noi.

Secondo: Non disperare! E' abitudine di molti, di troppi d'inveire contro quello che è, per lavarsene le mani, isolarsi, mettersi al disopra della mischia, quasi l'umanità fosse definitivamente perduta e si potesse rompere con essa ogni legame! Ed è ridicolo, confessandosi insomma degli impotenti, il darsi ancora delle arie di superiorità. Il mondo non sta per perire, anche se fra milioni d'anni si prevede che ciò avverrà. Traversa una gravissima crisi, che però

nessuno prevede mortale, anzi si sa che cesserà fra pochi anni, senza tuttavia avere una guarigione vera e propria; ma allora sarà possibile applicare rimedi che, per intanto, non sapremmo come farlo. Sarà quella appunto la nostra ora, e dobbiamo non volercela lasciar sfuggire, come non fu che troppo sovente il caso.

Terzo: Prepararsi dunque materialmente e moralmente al dopoguerra. Come già alla fine dell'altra conflagrazione, si avranno certamente delle ondate rivoluzionarie, e il gran problema è appunto di volere che servano per il meglio. Il fatto che grandi partiti ed organizzazioni sindacali non esistono più nella maggior parte d Europa permette di sperare che l'azione travolgente delle masse non sarà frenata, interrotta e spezzata da pretesi « capi responsabili » e da tutta una burocrazia di « pompieri », come vennero così già ben definiti. Si tratterà di spingere a realizzazioni sostanziali, e dar loro subito un carattere definitivo e non provvisorio, facendo tesoro degli insegnamenti contenuti nello scritto su « I fattori economici pel successo della Rivoluzione Sociale », del nostro compianto Ettore Molinari, scritto, ben inteso, da rivedere, modificare e completare in ragione delle differenti disponibilità e situazioni. Nella nostra propaganda, dobbiamo prospettare tutte le possibilità, e ricordarci che le impossibilità attuali possono a un dato momento cessare di esserlo. E' vano ottimismo solo quello del non fare, mentre l'agire ha sempre un risultato, anche se minore dello sperato.

Quarto: Aver occhio al doppio pericolo clerico-fascista e bolscevico. Gli uni e gli altri affermano voler fare una rivoluzione, ma in realtà mirano a soffocarla per instaurare il loro esclusivo dominio. I bolscevichi fanno oggi figura di perseguitati, ma non si ha da dimenticare che sino a ieri furono dei persecutori e lo ridiventerebbero certamente in nome d'un assolutismo dittatoriale mai sconfessato. In quanto all'« ordine nuovo » clerico-fascista, dopo l'esempio tragico avutone in Austria, si ha ora quello del Maresciallo Pétain, che è una contraffazione del regime di diritto divino, in odio a quanto può sussistere del diritto umano, solo veramente rivoluzionario. In conclusione, si ha da mirare ad avere il meno d'autorità e il più di libertà possibile, perchè verso l'anarchia vada in realtà la Storia.

Riflessioni d'attualità

❀ In Francia, oltre che agli ebrei, si dà la caccia ai framassoni, che vengono esclusi da tutte le cariche pubbliche. I loro nomi vengono pubblicati nel Giornale Ufficiale, e fra essi l'organo mussoliniano rileva, con speciale compiacimento, « il celebre pagliaccio Grock », insignito del 18° grado. I pagliacci di mestiere, gli umoristi, i classici del ridere son gente benefica, insomma, che vi aiuta a scordare i mali della vita, a vederne il lato divertente, castigando alle volte uomini e costumi. Ma c'è altresì una categoria malefica di pagliacci da tragedia e non da farsa, le cui pagliacciate cesaree, imperiali, romane fanno versare sangue e lagrime a popolazioni intere, a milioni d'infelici. Oh! i pagliacci della distruzione e della morte!

❀ Già il padre, eroe da strapazzo, si era ferito nelle retrovie, da dove venne retrocesso ancora in un ufficio di redazione a predicare la guerra agli altri. Il degno rampollo, uso a far guerra agli inermi, si guardò bene dal rischiarsi contro gli armati, e si ferì pure, ma mortalmente, nelle retrovie. Voleva solo scherzare col fuoco, ma è gioco alle volte pericoloso. Noi non piangiamo che quanti sono mandati ad affrontare il fuoco involontariamente e sono centinaia di migliaia.

❀ S'ode sovente la domanda: Chi vincerà? — la quale, a ben considerarla, è disfattista. Noi dovremmo chiederci invece: Vinceremo? Per quanto, e ne abbiamo detto le ragioni, la vittoria degli uni o degli altri non ci lasci indifferenti, si avrà poi la lotta per la giustizia e la libertà, dal cui esito dipenderà la vera pace. Vinceremo questa lotta e in che misura? Non dimentichiamo che si ha una forte frazione operaia, ritenuta socialista e rivoluzionaria, la quale crede nella dittatura di partito, che ci darebbe con altri dirigenti uno stesso regime d'oppressione e di spogliazione, a cui si dovrebbe poi essere infinitamente grati di ben prepararci a un'altra guerra. O rompere anarchicamente il cerchio statale, o rinchiusi in esso, si ritorna alla guerra.

❀ In Isvizzera si fa un gran discorrere di salari e di rincari, e si è concluso in alto che se tutti gli aumenti sono legittimi, quelli salariali lo sarebbero pure, ma resterebbero vani, perchè immediatamente con essi si avrebbe un nuovo rincaro corrispondente, per cui il valore d'acquisto non crescerebbe

col cresciuto salario. C'è un fondo di verità in questo ragionamento, che verrebbe quindi a condannare il riformismo economico ma lascia insoluto un problema da risolvere dunque r voluzionariamente. Così l'esistenza di classi e d'interessi contrastanti complica ogni soluzione, da non cercare però in un'ipocrita collaborazione, ma soppressione di classi. Non c'è vero interesse comune di classi diverse, ma soltanto d'una comunanza di liberi e d'eguali.

❀ Quanti non ci hanno rimproverato — e da diecine d'anni addietro — di rimanere sempre confinati negli stessi principî, nella stessa dottrinetta, mentre loro non facevano che progredire di superamento in superamento, grazie a un dinamismo miracoloso. Come non si trattava di genî, capaci in un mondo vecchio di sciorinarci delle idee nuove, superando l'anarchia, andavano a cadere in un qualsiasi politicantismo più o meno ben spolverato. I più finirono fascisti o bolscevichi, il che è su per giù lo stesso. Altri si contentarono di rimasticature autoritarie, senza passare al nemico. Che alla prova dei fatti non si possano applicare integralmente i nostri principî, non dimostra che siano errati, ma incompresi, e si ha da continuarne per più tardi la propaganda.

❀ A Liegi, nel Belgio, si era sparsa ad un tratto la voce che si avesse la pace. E tutti di credervi, senza un minimo di spiegazione, di controllo, di conferma. Sappiamo che è opinione in tutti i territori occupati che la guerra starebbe per finir presto, opinione che han dovuto soprattutto contribuire a diffondere gli staliniani, usi ad esagerare la potenza russa, finora battuta se non vinta. E dire che pur qnando sarà annunciata la pace ufficiale, sarà un falso annuncio, se i popoli non intervengono per stabilire una pace vera.

❀ La sfacciataggine d'una certa propaganda clericale è incredibile. Si spacciano per gli amici d'un proletariato, che nei paesi da loro interamente dominati da molti anni, è più miserabile che dovunque altrove. Per non parlare che della Svizzera, dove regnano i papisti, le condizioni di vita e sociali sono le più deplorevoli. La razza pretina ha ripreso fiato, da quando col pretesto della « religione cosa privata », l'azione anticlericale è venuta a cessare. Essa da allora s'è impadronita sempre più della cosa pubblica, per stabilirvi il suo dominio intollerante ed esclusivo.

Guida e meta la libertà

Ci si sente sovente chiedere : — Cosa pensate? cosa credete? cosa sperate? — tutte domande alle quali non si può rispondere che con supposizioni, basate assai più sui p opri intimi sentimenti che su elementi di fatto. An he i personaggi più importanti, potenti ed informati dell'immensa tragedia sono ridotti a semplici congetture, di cui la maggior parte sono smentite dai successivi eventi. C'è un bisogno, diremmo quasi naturale, di penetrare il futuro, soprattutto quando lo si sente gravido delle peggiori minaccie ; ma è tentativo vano, specialmente per quanti come noi sono all'oscuro di gran parte del presente.

Ad onta di tutto, noi non possiamo farci che un concetto più o meno ottimista del divenire, perchè il contrario significherebbe disperare dell'umanità, e la Storia stessa non ce lo permette, avendo registrato dal 1789 in poi, grazie a una cresciuta libertà — oggi da riconquistare, ampliare e consolidare — un progresso meraviglioso tale da bastare a garantire l'agiatezza per tutti, purchè non si tollerino poteri di distruzione e di morte, regimi assoluti d'oppressione e d'usurpazione. Soprattutto abbiamo da insistere che la salvezza è in noi e non in uno di quei grandi pretesi Salvatori, il cui scettro ha sempre grondato di lagrime e di sangue.

La libertà, non dimentichiamolo mai, è la condizione prima di pace e di progresso. Anche certe opere di prestigio fatte da capi onnipotenti perdono ogni valore di fronte a ruine e lutti, persecuzioni e repressioni, miserie e degradazioni, serbate alle turbe in servitù. E poco importa chi faccia da padrone, perchè per diventarlo e restarlo dovrà ricorrere ai peggiori mezzi, al terrorismo più o meno aperto, alla feccia delinquente, alla demoralizzazione sistematica di tutti i condannati a un'obbedienza cieca, a non manifestare più una coscienza propria.

Invece di perdere tempo in previsioni incerte, lavoriamo dunque a diffondere uno spirito libertario, che veda il male non in questo o in quel potere, ma in ogni potere, di guisa che se pur non guadagnamo all'anarchia i più, non si tollerino poteri assoluti, si fissino loro stretti limiti, si riducano al minor numero di funzioni possibile, si sviluppi l'azione diretta della società al posto di quella statale, si formino dei cittadini indipendenti al posto di sudditi avviliti, si abbia la libertà per guida e meta.

FITTAIOLO E PROPRIETARIO.

— Giacomo, mio vecchio fittaiolo, il tuo affitto scade a San Martino, e son venuto a prevenirti che non lo rinnoverò, a meno che tu non mi paghi 1200 franchi invece di 1000.

— Ma, scusi, forse che il suo terreno ha oggi un pollice di più d'ieri?

— Certamente no.

— Non sa che col lavoro più eccessivo, ogni anno sono in deficit, e non riesco a nutrire me e la mia famiglia?

— Lo so; ma cosa vuoi?

— Vorrei vivere lavorando.

— Sta attento, brav'uomo, perchè è la divisa degli insorti lionesi, fai del socialismo!

— Può darsi; ma almeno è cosa giusta. Forse che si ha da rinunciare alla verità, alla giustizia all'umanità, perchè si sarà loro dato il nome di socialismo?

— Non dico ciò; ma, vedi, grazie alla tua intelligente coltivazione il valore del mio terreno è notevolmente cresciuto dopo il nostro ultimo contratto, per cui l'affitto deve aumentare proporzionalmente.

— Vuol dire che le devo pagare la fatica da me avuta a migliorare la sua terra, mentre la vera giustizia vorrebbe che lei mi risarcisse il tempo ed il denaro da me prodigati a renderla più feconda. E quando le avrò pagato quel prodotto che è opera mia e non sua, bisognerà ancora che lei ne resti solo proprietario, col riprendere, alla fine del mio contratto, la sua terra e le maggior valuta che le ho dato. E' come se lei esigesse dal fabbricante di carri in faccia il prezzo di tutti i carri da lui lavorati, e poi alla fin d'anno si pigliasse anche tutti quei carri. Lo troverebbe lei giusto?

— Tu diventi un terribile ragionatore, padron Giacomo. Ma non sai dunque che mi si aumentano le imposte, di modo che per pagarle bisogna bene che aumenti i miei affitti.

— Il che vuol dire che mi tocca pagare le vostre imposte insieme alle mie, e che è indegna superchieria l'inscrivere proprietari e ricchi come soggetti all'imposta, poichè in conclusione sono soltanto incaricati di prelevarla sul lavoratore per versarla nelle casse dello Stato. In fondo, finchè la rendita esiste, solo colui che produce, cioè il povero paga le contribuzioni Così mi muovono a compassione e mi fanno alzar le spalle quei grandi

legislatori, che credono di aver salvata l'umanità perchè l'imposta sul sale o quella sulle bevande si chiamerà d'ora innanzi imposta fondiaria o suntuaria, e l'imposta proporzionale imposta progressiva. Forse che non siamo sempre noi lavoratori a pagar tutto? Dare uno scudo con la mano sinistra invece di darlo con la destra, che bel guadagno, in verità!

— Finiamola se tu non vuoi pagarmi duecento franchi di più, ne troverò altri.

— Vedo che poco le importa di sapere se la cosa è giusta, ma se troverà qualcuno che ha ancora più urgente bisogno di me di lavorare Mi sembra che così si specula sulla fame e la miseria de' suoi simili.

— Tu diventi ben impertinente, padron Giacomo.

— Non sono che vero. E' colpa mia se questa verità viene ad essere un rimprovero sanguinoso?

— Ah! lo sapevo bene che tu eri diventato un *partageux*, un socialista, uno di quegli uomini senza fede nè legge che vogliono rubarne il bene d'altri.

— Ma no, lei vede invece che io invoco soltanto la legge di giustizia e d'umanità che proibisce a tutti, a lei come a me, di appropriarsi il frutto del lavoro d'altri

(Giornale *Le Peuple*, 4 giugno 1849.) C.-F. CHEVÉ.

... Sulla questione discussa tra noi, non ho più nulla da dire, e i nostri argomenti non si urtano come lancie contro lo scudo. Mi limiterò a dire che ogni uomo buono, invaso dall'amore, deve mettere la sua forza, anche la sua forza fisica, al servizio della bontà, che la difesa personale e la difesa collettiva sono legittime e che la teoria della rassegnazione mi pare antiumana;

Che, personalmente, qualunque sia il mio giudizio su questo o quell'atto, questo o quell'individuo, non unirò mai la mia voce ai gridi d'odio d'uomini che mettono eserciti, polizia, magistratura, preti e leggi in moto per mantenere i loro privilegi;

Che, malgrado gli orrori della guerra sociale, sono per gli anabattisti, i « jacques », i vinti e gli oppressi d'ogni nome, d'ogni nazione, d'ogni tempo;

Che, tranquillo in mezzo all'agitazione del secolo, ci tengo a continuare il mio studio della verità, la mia ricerca della giustizia e la mia propaganda serena della solidarietà umana.

Elisée RECLUS (25 dicembre 1893).

A CHE PUNTO SIAMO.

Al momento in cui scriviamo, la difesa russa traversa certamente una fase criticissima, e non sapremmo prevederne le conseguenze. Sempre per gli aggrediti contro gli aggressori, auguriamo al popolo russo che l'infame macchina di guerra di cui è vittima finisca per guastarsi e spezzarsi, come l'abbiamo augurato al popolo finlandese, oggi purtroppo divenuto aggressore a sua volta, alle dipendenze di Hitler, che aveva autorizzato e favorito l'invasione staliniana della Finlandia. A loro volta i rumeni che, dietro ordine formale di Roma e di Berlino, avevano dovuto cedere la Bessarabia e la Bucovina settentrionale, si fanno terribilmente massacrare per conto del nazismo che ha tolto loro ogni indipendenza. Farsi sterminare, non perchè il proprio paese diventi libero, ma vassallo, ecco un colmo di questa guerra Un altro è offerto da quei tali che, in presenza d'una distruzione e d'una carneficina colossali, quali la storia ne vide mai di maggiori, divagano sul più o meno di libertà religiosa. Ve l'immaginate voi una divinità d'infinita bontà, che assiste indifferente all'immensa tragedia russa? Le peggiori bestemmie non basterebbero a fulminare l'infamia divina! Se mai vi fu un'epoca, in cui la credulità avrebbe dovuto sentirsi profondamente scossa, è l'attuale, a meno di pensare che sia pur essa una forma di follia.

Somme ricevute = Sommes reçues

B. : Catt. 10 — G. : Pascal 5, Métr. 2, Willy 5, Letti 5 Jean 10, Domingo 2, Arn. 1 — N. : Ami (1) 50, Mme G. 20, L. P. 10, Cari 10 — Z. : Solito 4.

Totale entrate al 14 ottobre	Fr.	134 —
Deficit al 30 settembre	Fr.	2359 45
Ventiseiesimo opuscolo		200 —
Spese postali e varie		30 —
Totale uscite al 14 ottobre	Fr.	2589 45
Deficit	Fr.	2455 45

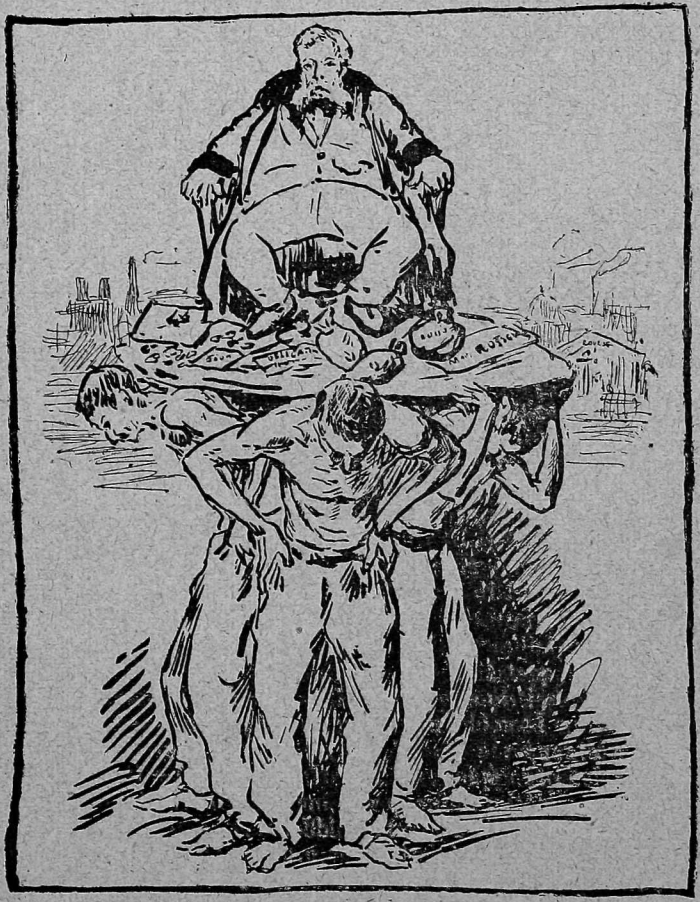
Le leggi sono l'obbligo per gli uni di fare la volontà degli altri, e non si può ottenerlo che col colpire, incarcerare, assassinare. Se vi sono delle leggi, deve esistere una forza per obbligare gli uomini a rispettarle ; e la forza che può costringerli a fare la volontà degli altri non può essere che la violenza, non la semplice violenza d'un uomo contro un altro in un momento di passione, ma la violenza organizzata, impiegata coscientemente da quei che hanno il potere di forzare gli altri ad adempire le regole che hanno stabilite, ossia a fare la loro volontà.

Ecco perchè l'essenza delle leggi non è nè nel soggetto o l'oggetto dei diritti, nè nella volontà comune del popolo, nè in altre condizioni indirette o vaghe, ma in ciò solo: che vi sono degli uomini alla direzione della violenza organizzata, i quali hanno il potere d' imporre agli altri di fare la loro volontà.

Così ecco la definizione giusta, precisa, chiara per tutti delle leggi: Le leggi sono le regole istituite dagli uomini che dirigono la violenza organizzata, — e per renderle obbligatorie, coloro che non le osservano sono sottoposti alle pene, al carcere e perfino all'assassinio.

In quella definizione si trova la risposta alla domanda: Cosa dà agli uomini la possibilità d' istituire delle leggi? Ciò che dà la possibilità d' istituire delle leggi è quanto garantisce la loro osservanza, ossia la violenza organizzata.

Leone TOLSTOI.



A quoi il faut mettre fin.